

# FIN DU TRAVAIL OU CRISE DU SALARIAT ? \*

Stephen BOUQUIN\*\*

Dans cette contribution, je présente une revue critique des débats sur la fin du travail. Je développerai dans un premier temps les discours proclamant la fin du travail par l'avènement, qui de la société informationnelle, qui la civilisation du temps libre ou encore de la société post-laborieuse. Dans le deuxième point, ces approches sont ensuite soumises à une critique factuelle et analytique. Dans le troisième point, je présente de l'objet «travail » la définition qui me semble la plus cohérente, m'inspirant ici des travaux de Pierre Naville et Jean-Marie Vincent. Avant de proposer une autre fin du travail par l'abolition du salariat, je tenais à présenter de manière synthétisée les traits de l'évolution actuelle du travail, soulignant ainsi non pas un décentrement mais plutôt un retour en force de la centralité du travail. En cela, l'évolution sociale révèle effectivement le caractère erratique des analyses proclamant la «fin du travail » et par conséquent, la nécessité d'intégrer dans un projet de libération la question du travail tout en refusant de se borner à l'horizon de la relation salariale.

## **1. Les discours de la «fin du travail»**

Avec la permanence d'un chômage de masse, un nouveau registre discursif a vu le jour, celui de «la fin du travail». En effet, l'échec des diverses politiques de réinsertion et de formation démontre que le chômage trouve son origine bien au-delà de l'inadéquation entre qualification de la force de travail et marché du travail. La réduction des coûts salariaux pour les emplois exposés à la concurrence internationale ou peu qualifiés — que ce soit dans la version libérale de mise en cause du salaire minimum où encore la version sociale-démocrate de baisse des charges sociales — n'a pas davantage inversé la tendance au sous-emploi. L'Europe connaît 20 millions de chômeurs, l'ensemble des pays de l'OCDE connaissent des taux de chômage entre 8 et 15%.

A partir du moment où l'échec des mesures traditionnelles devient évident, les modèles explicatifs s'épuisent aussi, ouvrant ainsi la voie à d'autres analyses. Nous assistons en fait à un renversement de perspective : la raréfaction de l'emploi serait le signe d'un basculement d'époque où le travail quitterait la société [Minc, 1982]. Sur ce registre discursif des «grandes mutations », nous pouvons distinguer plusieurs élaborations dont le caractère prophétique est le point commun. Avec la fin du plein emploi s'éloigne une époque tandis que le chômage de masse devient le signe annonciateur d'une nouvelle (post)modernité. Le caractère déterministe et fataliste de cette approche permet alors de disqualifier toute autre analyse comme étant «archaïque», contradictoire à l'évolution historique. Pour ma part, je pense que derrière la problématique de la «fin du travail» se retrouvent plusieurs «prophéties» pour le moins équivoques. Dans un premier temps, je présente de manière synthétique ces «prophéties» pour développer ensuite une critique sur celles-ci.

• **Un premier discours annonce la fin du travail par la généralisation des techniques informationnelles et leur substitution aux mains et cerveaux.** Après l'énergie et la masse, la production embrasse une troisième forme matérielle : l'information. Opérant dans un monde d'images et de symboles, du même coup, la production devient

---

\* Cet article publié dans la revue *Banlieu-Ville et Lien social* (1997) reprend et augmente notre contribution présenté au colloque «New Strategies for Everyday Life » organisé par l'Université de Tilburg (Pays-Bas) les 12-14 décembre 1996.

\*\* ATER; Département de Sciences Politiques, Université de Paris 8 (1996-1998).

immatérielle. L'avènement de la «société informationnelle» signifie sur le plan du travail que celui-ci, en perdant le rapport physique avec la matière, change de nature et s'étiole [Breton, 1991; Robin, 1994].

• **Un deuxième discours proclame alors la fin de la centralité du travail et l'avènement d'une société du temps libre.** La position défendue par Roger Sue illustre bien cette orientation : *«Pour l'individu moyen dont le temps de travail ne représentait déjà plus que 18% du temps éveillé en 1980, on approche les 14% en 1990. (...) le temps de travail pour une journée moyenne en 1986, réparti sur la population âgée de quinze ans et plus est de 2h31. Voilà ce qu'objectivement, du point de vue de la durée, représente le temps social dans la France d'aujourd'hui.»* [Sue, 1994 ; 187]. Il poursuit son raisonnement en expliquant que sur le plan qualitatif, le temps libre est devenu le temps social dominant dans la structure des temps sociaux. Le travail cesserait alors d'être vécu comme l'espace où l'on se socialise, comme le lieu de réussite sociale ou d'accomplissement individuel. Il se réduit à la simple fonction instrumentale, il n'est qu'une source de revenus [Offe, 1985]. Avec la perte de centralité du travail, l'espace social dominant à devenir est celui de la vie hors-travail, les activités de temps libre bénévoles et associatives [Méda, 1995 ; Gorz, 1988].

• **Un troisième discours apparaît alors avec l'utopie d'une société post-laborieuse, une société de l'autoréalisation.** La sphère de production marchande et capitaliste se réduirait progressivement avec la réduction du temps de travail et l'émergence d'un troisième secteur, celui de l'économie sociale, des activités non-marchandes, se situant à côté de l'Etat et du marché [Rifkin, 1995 (1996)]. Pourquoi en effet résoudre la crise du travail par le travail ? D'autant plus que les modes de vie, les valeurs en évolution reflètent une sorte de désenchantement du travail, notamment parmi les jeunes générations [Lalivé d'Epinau, 1988]. La sanctification du travail, l'éthique protestante qui voulait que le travail, la peine, permette de racheter nos péchés est alors en crise. Au lieu de se montrer fiers des peines comme les ouvriers d'antan, la révolution culturelle en cours défendrait l'hédonisme, la volonté de réduire chaque effort [Zoll, 1992].

• **Il nous faut mentionner aussi l'utopie managériale qui a su très bien se repositionner dans le climat idéologique actuel. Au lieu d'exalter le labeur et le sacrifice, elle change le sens du travail et cherche à effacer la distinction entre travail et une activité de loisirs** [CJD, 1994 ; Boissonat, 1995]. Contrairement au management taylorien, l'autonomie, la responsabilité, la créativité sont désormais reconnus et servent à dire que le travail n'en n'est plus un. On peut donc s'investir dans le travail sans y perdre son âme, d'autant plus que l'entreprise serait aujourd'hui une vraie communauté sociale et culturelle. Une autre apologie du travail est davantage orienté sur la politique publique de mise au travail de chômeurs. Elle épure pour cela le travail de la relation salariale, évacue la dimension subjective du rapport au travail pour ne laisser apparaître que sa fonction d'intégration et de signifiant social [Elchardus et Glorieux, 1995]. Plusieurs discours se chevauchent parfois, de même que certaines propositions se distinguent sur les mesures nécessaires tout en convergeant sur le plan de l'analyse de la situation. Cela est notamment le cas de la proposition de dissocier revenu et travail par l'introduction d'une allocation universelle au lieu de réduire le temps de travail [Van Parijs, 1993].

Tout ces discours sur la fin du travail contiennent évidemment des éléments de vérité. Pourtant, je voudrais défendre un point de vue fondamentalement différent car tant sur le plan des faits sociaux que sur le plan logique et analytique, elles me paraissent insuffisantes voire erronées.

## **2. Quelques remarques critiques sur la «fin du travail».**

**2.1.** L'assertion selon laquelle la révolution technologique informationnelle change la nature du travail me semble abusive. Au-delà du déterminisme technologique dont fait preuve cette assertion, l'erreur consiste à, d'une part, faire abstraction de la permanence de la relation salariale et donc de la forme-valeur que prend la force de travail en tant que marchandise. En second lieu, elle consiste à penser que la révolution informationnelle nous fait sortir de l'ère de la machine-outil. Même si les machines informatisées se substituent au travail humain, elles demeurent un automate guidé et surveillé par l'oeil et la main. Il est certain que l'importance de la communication augmente mais il n'y a pas de différence qualitative entre le «coup d'oeil » artisanal (boulangier, tailleur de diamants) et l'interprétation de signes et de symboles émanant d'un système informatisé. Les systèmes automatisés tendent à intégrer de plus en plus de tâches mais cela n'est pas nouveau en soi. Ces robots demandent toujours un entretien, une maintenance; il s'agit toujours de machines dont le travail mort doit être agencé, réglé et ajusté. La vraie révolution informationnelle serait celle des systèmes autorégulés, se réparant eux-mêmes. Au lieu d'évoquer la disparition du travail par les nouvelles technologies, il faudrait plutôt analyser la transformation de celui-ci, notamment par la coopération accrue, le rôle prépondérant de la communication et la poursuite de l'incorporation du travail vivant dans le travail mort [Clot, 1995]. Dès lors, la complexification et la sensibilité des mécanismes automatisés sont tels qu'ils deviennent «capricieux, rétifs, atones, aussi difficiles à satisfaire que les êtres humains» [Naville, 1963:41].

Bien sûr, l'impact de l'introduction de ces systèmes informatisés ne doit pas être sous-estimé. D'abord sur le plan de la productivité du travail, ou plutôt de la force de travail en activité, c'est-à-dire du travail vivant. Ensuite, sur le plan de la vitesse de la circulation de l'information et du cycle d'accumulation du Capital. Avec la déréglementation des marchés nationaux, l'usage de ces technologies a certainement favorisée la mondialisation du capital financier. Simultanément, l'automatisation et la robotisation progressent sans effacer les formes plus anciennes de travail : en France, pour l'année 1993, environ 700.000 salarié(e)s utilisaient des machines à commandes numériques ou robotisées contre 400.000 en 1987 tandis que 2,5 millions de salariés utilisaient encore en 1993 des méthodes directes (artisanales) de fabrication et 1 million offrent de manière directe des services aux particuliers. [Gollac e.a. , 1994 ; *ibid.*, 1990].

**2.2.** Quant à la réduction quantitative des heures de travail observée par Roger Sue, selon Philippe Zarifian, cette représentation contient une quadruple négation [Zarifian, 1996: 25-27]:

1/. Négation de l'hétérogénéité des populations car «l'individu moyen » et le mélange des âges, des genres, des actifs et inactifs est bien la plus belle des négations de la sociologie. Pendant que certains cherchent désespérément un emploi ou plus du tout car résignés à leur inemployabilité, d'autres se perdent dans les heures supplémentaires et le stress au travail.

2/. Négation de l'importance sociale et personnelle des rythmes de la vie. En effet, on ne peut pas fusionner les différents âges de la vie et le vécu subjectif du temps. Lorsque l'on travaille 7 ou 8 heures par jour, on ne vit son week-end ni sa retraite. En outre, il faut intégrer au temps de travail global le temps de formation scolaire et professionnel.

3/. Négation du travail domestique en ce qu'il comporte d'oppressant et d'aliénant pour les femmes en particulier.

4/. Négation du facteur socialement structurant des temps de travail professionnels et domestiques sur les autres temps sociaux .

Ce dernier point mérite que l'on s'y attarde quelque peu. L'erreur de Roger Sue nous permet d'aborder la question du rapport entre le travail et les loisirs/le non-travail d'une part et les temps sociaux qui leurs sont associés d'autre part. Une série de recherches et de réflexions méritent d'être présentés ici.

Premièrement, une recherche de terrain menée en Belgique concernant les effets d'une réduction du temps de travail sur le temps libre et les loisirs a permis de valider simultanément trois hypothèses sur le rapport pouvant exister entre temps de travail et temps libre [Charlier e.a., 1995]. Il existe à la fois un rapport de type compensateur donnant aux activités hors-travail une fonction correctrice par rapport aux frustrations et souffrances vécues dans le travail ; un rapport de reproduction reflétant une continuité entre les temps de travail et le temps libre, le savoir-faire se transférant dans les deux sens ; et un rapport de neutralité ou d'étanchéité relative entre les temps sociaux. Une étude demande alors à être réalisée : croiser cette typologie avec des situations de travail, de qualification et de genre pourrait indiquer les modalités de fonctionnement de ces rapports. Plus il y a d'autonomie dans le travail, plus les liens entre temps de travail et temps libre se relâchent (à l'exception des femmes pour qui le travail domestique interfère). Cela confirmerait la prééminence du temps de travail, même si les types de loisirs répondent aussi à une socialisation culturelle aujourd'hui marchandisée.

Deuxièmement, une enquête quantitative auprès de 7000 salariés de la métallurgie parisienne laisse entrevoir des paradoxes [IRIS-CNRS, 1994] : d'une part, les catégories «ingénieurs et cadres » estiment davantage avoir besoin de temps libre (79%) que les ouvriers (65%), techniciens (69%) et employés (72%). Simultanément, en cas de réduction du temps de travail, les cadres et ingénieurs mentionnent beaucoup moins «le repos » comme première utilisation de leur temps libéré : 36% contre 61% pour les ouvriers, 43% pour les techniciens et 54% pour les employés. Ce paradoxe d'une corrélation inverse de besoin de temps libre et de repos ne s'explique que par le contenu de la relation de travail et la prééminence du temps de travail sur les autres temps sociaux. Par ailleurs, l'apport d'études et de réflexions de la psychodynamique du travail de Christophe Dejours méritent d'être présentés ici. Les enseignements de la psychodynamique du travail permet, à mon avis, de dépasser la fausse opposition entre analyse des structures sociales et compréhension des aspirations individuelles envers le travail [Ch. Dejours, 1992]. Cette approche à l'originalité de prendre en compte dans le rapport au travail la subjectivité et l'existence de «stratégies défensives ». Celles-ci se cristallisent en réaction à la souffrance dans le travail (crainte de mal faire, domination, prescription des tâches, transgression inévitable de cette prescription pour bien faire). Ces stratégies ont pour fonction de composer avec le réel de travail : boire un coup pour chasser la peur, prendre volontairement des risques pour exorciser le danger d'accident. Elles participent donc à la socialisation dans le travail. Le propre de ces «stratégies défensives » est de ne pas disparaître lorsque l'on quitte le lieu de travail mais de «coller » en quelque sorte à l'individu même rentré à son domicile. Comme il n'y a pas de coupure intrapsychique entre les registres du travail et affectif-amoureux, le travail irradie la vie «hors-travail ». Parmi des exemples touchant à la plupart des professions, je retiens pour illustrer mon propos le travail dans l'automobile. L'activité de travail y exige à la fois une concentration permanente et un gel de l'activité fantasmatique-cognitive (penser, rêvasser, se parler). Une stratégie d'y répondre (aujourd'hui déstabilisée par le juste-à-temps et l'agencement à la seconde-près des tâches) est d'accélérer au début pour s'ajuster ensuite à la cadence de la chaîne, de manière à s'y intégrer en quelque sorte. Une fois terminé la journée de travail, il n'y a pas seulement la fatigue physique et nerveuse mais aussi l'état d'abrutissement, d'inactivité fantasmatique. Si l'on quitte ce état, on augmente le lendemain le sentiment de souffrance, caractéristique de la réadaptation au réel du travail. Alors, on préfère prolonger plus ou moins le même état mental (temps cadencé, activité placés sous contrainte de temps, désactivation fantasmatique), demeurant incapable dès lors de répondre

à l'activité ludique de l'enfant ou de communiquer (affectivement) avec le partenaire [Dejours, 1995: 56]. L'incidence du travail et du temps qui lui est associé ne se limite donc pas à l'individu mais rejaillit sur son environnement social.

A la lumière de ces enseignements, le rôle structurant du temps de travail, donc du rapport salarial, apparaît clairement au-delà des différenciations inévitables selon les métiers et les situations. Les temps sociaux et le rapport au temps ne sont absolument pas homogènes : une baisse du volume de temps de travail n'implique donc pas automatiquement un recul de l'hétéronomie caractéristique du rapport salarial.

**2.3.** Cela nous amène à discuter des thèses d'André Gorz car il est de ceux qui ont élaboré de manière cohérente un projet sur la distinction entre sphère hétéronome du travail et sphère autonome hors travail. Déjà, dans «Adieu au prolétariat », il défend ce projet de société dualiste, où la sphère d'hétéronomie serait subordonnée aux buts de la sphère d'autonomie [Gorz, 1980: 134-148 ; *ibid.*, 1988:120]. La sphère hétéronome étant celle du travail, déterminé par des «réalités extérieures » et celle de sphère autonome celle des activités déterminé par les buts que les individus se donnent eux-mêmes. André Gorz défend la possibilité d'un rapport dialectique entre les deux sphères reposant sur une alternance, un va et vient, qui *«rend évidemment les individus extrêmement exigeants et critiques quant à la nature et aux finalités du travail socialement nécessaire, mais en même temps les dispense d'avoir à chercher dans ce travail le plus souvent hétéronome leur identité sociale ou leur accomplissement personnel»* [Gorz, 1980: 137-138]. Il défend le postulat que les sphères hétéronome et autonome composent un «espace social discontinu » et que se développe un rapport de synergie entre les deux sphères, l'hétéronomie étant à la fois le support de l'autonomie et subordonné à celle-ci. A la racine de ce point de vue, nous trouvons la conviction de Gorz que le caractère hétéronome du travail est irréductible, qu'il est impossible d'autogérer le processus social de production dans son ensemble ni même des grandes unités techniques qui le composent parce que *«l'hétéronomie (les nécessités et obligations externes) vient aux individus par les lois physiques du champ matériel»* [Gorz, 1980: 153]. Certes, une autogestion technique est possible à l'échelle des ateliers, des unités de production, des bureaux et cela réduira le caractère mutilant et harassant du travail, mais la division du travail dépersonnalisante demeurera. *«L'autogestion technique ne fera jamais de tous les travaux socialement déterminés des activités dans lesquelles l'individu peut s'investir et s'épanouir complètement. (...)»* [Gorz, 1980 : 139]. De surcroît, cette division du travail et l'hétéronomie qui l'accompagne est indispensable à l'extension de la sphère autonome : tant par la nature des produits que par les modalités de leur production, il fournira au secteur autonome un maximum d'outils performants et surtout la réduction du temps de travail hétéronome nécessaire.

Dans une volonté de cohérence, Gorz se doit d'expliquer comment l'hétéronomie, si elle est irréductible, pourrait être subordonné à la sphère autonome. Son raisonnement s'appuie sur deux arguments :

1/. le travail recule dans la mesure où l'économie n'a plus besoin et aura de moins en moins besoin du travail de tous et de toutes ;

2/. la dissociation progressive de revenus et travail hétéronome permettant d'enlever au travail sa fonction distributive de revenus ainsi qu'une planification «trivialisant » la sphère hétéronome.

Ces arguments appellent plusieurs objections. Nous avons déjà critiqué l'affirmation d'une perte automatique de dominance du rapport social de travail par un seul recul en volume de travail. Le travail à temps partiel favorise auprès des femmes à la fois un enfermement dans le travail domestique et ses rôles sociaux de genre et une plus grande subordination dans les relations de travail [Hirata, 1996]. La création d'un revenu dissocié du travail favoriserait évidemment une plus grande autonomie dans le travail. Il faut toutefois éviter de s'installer

dans l'accompagnement social de la misère recouvert d'un vernis qu'est le discours sur la créativité et l'autoréalisation hors du travail.

Ensuite, Gorz estime que la planification de la sphère de nécessité ne devra pas s'accompagner d'un changement de nature sociale de celle-ci. L'essentiel sera d'enlever aux détenteurs le contrôle des moyens de production et de distribution et ne plus les laisser agir selon leurs intérêts. Or, si une autogestion sociale est impossible, comme Gorz le pense, qui sera l'agent social de cette planification ? Pour des raisons qui se comprennent aisément après les expériences désastreuses des systèmes bureaucratiques de l'est, Gorz récuse à ce niveau toute fonction à l'Etat et aux partis politiques. Seul la société civile, les associations, églises et mouvements sociaux seront les «agents» de cette planification. Et, ils se donnent pour but, non pas d'exercer le pouvoir sur la société (de former un Etat nouveau) mais de soustraire la société au pouvoir afin d'élargir la sphère d'autonomie [Gorz, 1980: 160-170]. L'Etat doit lui rester distinct de la société civile pour codifier les nécessités objectives et en garantir l'application. [Gorz, 1980: 160] Comme l'observent très justement Pierre Rolle et Michel Husson, cette solution débouche sur le contraire de ce qu'elle défend. D'abord, parce que le refus d'un moment de centralisation démocratique des choix et des priorités tout comme le scepticisme sur la faisabilité d'une autogestion sociale rentrent en conflit avec l'idée même de subordonner la sphère hétéronome à la sphère autonome. Renoncer à la maîtrise sociale de la sphère hétéronome aboutit alors à perpétuer la domination de celle-ci sur les conditions d'existence de la sphère autonome [Husson, 1996]. Ensuite, le mouvement de transfert de richesses du secteur hétéronome vers la sphère autonome est évidemment menée sous l'égide de l'Etat : *«La thèse (de Gorz) met en avant la rétraction de l'économie marchande, mais postule en fait sa limitation et sa subordination naturelle au politique. (...) Il faut soutenir contre lui que le marché n'est pas la simple confrontation d'intérêts opposés mais aussi leur formation et leur corrélation.(...) le capitalisme n'est pas en dernière analyse un mécanisme qui tend à satisfaire les appétits humains, jusqu'à s'épuiser dans son triomphe même. C'est un système qui sans arrêt crée, développe, démultiplie des besoins inextinguibles (puisque son véritable mouvement ne naît pas des désirs sociaux mais des exigences de la formation du capital ...).»* [Rolle, 1996:28-29]. Gorz ne voit dans le capitalisme qu'un assemblage de moyens au service de fins d'un tout autre ordre, ce qui aboutit à défendre l'assertion indéfendable que l'on puisse séparer la production et sa rationalité de la société. *«Dans une telle conception, poursuit Pierre Rolle, la véritable institution est en fin de compte l'état (qui) domine le capitalisme et l'utilise. (...) Reste que cet Etat (sera) contraignant par nature. La liberté que postule Gorz n'est forcément qu'apparente, à moins qu'elle ne se confonde avec l'acceptation de la nécessité. L'état, poursuivant un objectif moral, renvoie l'individu dans la communauté où il lui reviendra de s'occuper de sa propre vie. (...).»* [Ibid.:30].

La position défendue par Dominique Méda se distingue en fin de compte très peu de celle de Gorz. Elle reproche à Marx de *«nier la nécessité d'une sphère spécifiquement politique susceptible non seulement de donner ses règles et ses limites à la sphère de production, mais également de contrebalancer et de développer des problématiques et des types de rapports qui n'ont absolument rien à voir avec la production»* [Méda, 1995: 89]. Or, contrairement à l'économisme supposé de Marx, celui-ci a justement su mettre en lumière la spécificité de la production capitaliste dont la politique est une composante intrinsèque qui ne laisse subsister en dehors de lui-même un espace public que pour réguler la reproduction du régime social et la concurrence intercapitaliste. [Meiksins-Wood, 1985]. Il est vrai que la nature politique de la «sphère économique» est voilée par l'existence d'un espace politique séparé. Cette séparation a servi à libérer la sphère économique d'interventions «extra-économiques» pour laisser libre cours aux «lois du marché». Or, celles-ci n'ont rien de naturelles mais correspondent aux besoins d'accumulation du capital qui sont politiques en ce qu'elles répondent à des intérêts de classe et d'un ordre social. Même si cette privatisation des fonctions sociales de production et de distribution aux mains d'une classe sociale a été partiellement entravée sous l'impact de l'action ouvrière, elle est politique dans sa nature même. De plus, la relation salariale n'est

pas un rapport contractuel ou égal entre le vendeur et l'acheteur de la force de travail mais une relation inégale entre possesseurs des moyens de production et individus formellement libres mais n'ayant que leur force de travail comme ressource. La relation inégale rendant possible l'extorsion et l'appropriation du surtravail est donc de nature politique [Cours-Salies, 1995: 9-44]. En conséquence, reprocher à Marx comme le fait Dominique Méda de ne pas penser la sphère de l'action politique comme extérieure à la production, c'est lui reprocher de saisir le mouvement intime à la fois économique et politique du capital.

Par ricochet, ces critiques peuvent également s'adresser aux tenants de l'extinction du travail par la montée du «troisième secteur non marchand» appelée encore «économie sociale», se situant entre marché et Etat et soutenu par ce dernier [Rifkin, 1996: 328-350 (1995)]. Tout le mouvement ouvrier européen du XIX<sup>ème</sup> et de la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle est marqué par les vaines tentatives de supplanter le système capitaliste au moyen de coopératives de production et de distribution, parfois même à l'aide d'une banque et d'institutions financières. A moins de penser, comme certains le font, que la socialisation de la misère et le travail informel soient les vecteurs d'une autre société, on ne peut ignorer que les interstices permettant le développement d'un régime social post-marchand sont aujourd'hui encore plus réduits. Même si sa perspective me semble contestable, Gorz avait au moins le mérite d'expliquer qu'une sphère subordonne l'autre, qu'elles ne peuvent réguler ensemble la reproduction sociale de la même manière que la terre ne peut tourner simultanément autour de deux soleils.

**2.4.** Outre la critique sur l'inconsistance logique du projet dualiste gorzien, une critique méthodologique doit également s'adresser au noyau dur de son analyse, étant l'opérationnalité des catégories de sphères hétéronomes et autonomes qui constituent le véritable fil conducteur de ses œuvres, allant de «Adieu au prolétariat » (1980) à «Capitalisme, socialisme, écologie»(1993) en passant par «Métamorphoses du travail » (1988). Contre une lecture superficielle, Gorz se défend d'analyser les deux sphères en termes d'opposition tranchée. Dans «Métamorphoses du travail », il explique : *«L'hétéronomie ne peut, dans une société complexe, être complètement supprimée au profit de l'autonomie. Mais à l'intérieur de la sphère d'hétéronomie, les tâches, sans cesser d'être nécessairement spécialisées et fonctionnelles, peuvent être requalifiées, recomposées, diversifiées, de manière à offrir une plus grande autonomie au sein de l'hétéronomie, en particulier (mais pas seulement) grâce à l'autogestion du temps de travail. Il ne faut pas imaginer d'opposition tranchée entre activités autonomes et travail hétéronome, sphère de liberté et sphère de nécessité»* [Gorz, 1988: 120]. Or, cette précaution ne change rien à la méthodologie utilisée qui reste marquée par la césure induisant dès lors une analyse en terme d'articulation et de médiations entre deux sphères comprises comme entités entretenant un rapport d'extranéité.

A l'inverse de cela, je pense qu'une autre approche est possible, m'inspirant ici d'une tradition initiée par Pierre Naville et enrichie par Pierre Rolle et Jean-Marie Vincent. Au lieu de privilégier la césure entre les «deux mondes », il s'agit de porter l'attention sur les agencements trans-césure et les mouvements d'hybridation, de subsomption et d'appropriation (autonomisation) du monde vécu, tant «dans » le travail qu'en «dehors » de celui-ci. A la base de ce point de vue, il y a d'abord la compréhension différente de l'autonomie qui n'est pas un état, une situation mais une capacité s'exerçant dans des divers degrés. L'autonomie est une détermination, une sorte de déploiement et non un dépliement d'une chose déjà constituée [Nicolas-Le Strat, 1996]. La vision désincarnée des sphères de hétéronomie et de l'autonomie que produit Gorz tend également à effacer la relation salariale qui est à la fois un rapport inégal par l'extorsion de plus value et un rapport de domination par la subsomption réelle du travail ou encore «despotisme de fabrique » (Marx). Cette relation salariale ne peut être «oubliée » dans l'analyse du travail. Cela dit, et j'y reviendrai ultérieurement, la relation salariale va bien au-delà de la notion de valeur-travail

chère à Ricardo, notamment par la marque de valorisation qu'elle imprime sur les acteurs et les relations sociales [Vincent, 1987: 103].

En fait, André Gorz développe une vision élitiste du travail. Celle-ci ne s'énonce pas comme telle mais apparaît dans la description de l'évolution historique, allant d'un travail artisanal qualifié de « riche » et « investi de sens » à un travail déqualifié ne laissant subsister que sa simple fonctionnalité productive. Le capitalisme, de par la tendance « inéluctable » à la déqualification des tâches de travail, rend alors caduque toute idée d'auto-réalisation dans le travail et laisse un excédent de sens à investir dans les activités autonomes. Or, les tendances à la déqualification, aussi réelles qu'elles puissent être, coexistent avec des évolutions inverses à la requalification [R.Penn, 1990], qui, même si elles sont socialement inégales, démontrent l'erreur du fatalisme historique en la matière<sup>1</sup>.

**2.5.** Il me faut ici livrer une critique au défenseurs de l'allocation universelle comme « voie capitaliste vers le communisme idéal » (Van Parijs). A l'origine, cette proposition fut défendue par des économistes ultra-libéraux comme Milton Friedman. Sous forme d'impôt négatif (en-deçà d'un certain seuil de revenu, on perçoit une allocation) ou d'allocation universelle, il s'agirait de diminuer les autres allocations de son montant, il constituerait un revenu cumulable pour les jeunes et les plus pauvres, permettant aux individus de travailler ou non. A l'inverse des politiques de mise au travail et de contrôle étatique, son caractère inconditionnel serait source de liberté individuelle et de justice sociale. Or, tous ces arguments sont biaisés car il font abstraction des contingences imposés par le salariat. En pratique, cette solution aboutira :

1/. soit à une allocation élevée, rendant de ce fait l'incitation au travail quasiment nulle et la société manquera de main d'œuvre à plus ou moins long terme. Il va sans dire que cette éventualité sera combattue par le capital et ne se réalisera que par son dépassement. Comme les défenseurs de l'allocation universelle défendent également son efficacité macro-économique, ce n'est pas dans cette optique que la mesure est entendue [Van Parijs, 1994] ;

2/. soit, l'allocation sera (beaucoup) plus limitée (environ 1500 FF) et la vie hors travail ne pourra alors se présenter comme un espace d'émancipation alternative. Dès lors, c'est la version libérale incitant les moins lotis de ressources sociales et psychiques et moins dotés de qualifications à accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix — *bad jobs for contingent workers* — renforçant de ce fait la subordination formelle et réelle du travail. L'étroit sanctuaire de « liberté hors travail » sera d'autant plus factice qu'il pourra être colonisé par la marchandise et l'escapisme [J-M. Vincent, 1996: 26]. Même si le registre discursif est différent, l'activation des allocations de chômage en les rendant cumulables avec des petits boulots de nouvelle domesticité va dans la même direction. A juste titre, une série d'auteurs ayant par ailleurs des positions fort divergentes s'opposent à ce type solutions qui entérinent l'inemployabilité de certaines catégories sur le marché du travail régulier achevant ainsi leur état de surnuméraires par leur enfermement dans l'assistanat et/ou la périphérie du marché du travail [Castel, 1995 ; Gorz, 1988; Gorz, 1995].

**2.6.** En définitive, je pense que les projets d'une société du temps libre ou encore les prophéties d'une société post-laborieuse resteront des chemins de traverses tant que l'on évacue la question du dépassement du salariat.

Que l'on s'arrête sur le seuil des grands systèmes comme Gorz, (l'impossible autogestion, l'inéluctable hétéronomie), que l'on escompte comme Jeremy Rifkin ou Dominique Méda l'émergence d'un troisième secteur libéré du marché qui supplantera de surcroît ce dernier,

---

<sup>1</sup>. De plus, même l'organisation taylorienne ne pouvait fonctionner que grâce aux qualifications tacites, acquises à travers l'expérience du travail et non reconnus.



que l'on noie le travail dans une foule «d'activités» ou que l'on tente de l'exorciser par l'allocation universelle, on abandonne finalement au capitalisme le travail et la production. Il n'est alors guère étonnant de voir les idéologues du libéralisme s'emparer de cette «fin du travail». N'est-elle pas la plus efficace des légitimations de l'ordre actuel des choses ?

Expliquer qu'il est possible de s'épanouir et de s'accomplir en dehors du travail ne signifie pas la même chose dans une situation de plein emploi ou de chômage de masse structurel. Défendre aujourd'hui la possibilité d'autoréalisation en dehors du travail, c'est dire que le problème du chômage n'en est plus un, c'est défendre l'illusion que les chômeurs, les exclus et les précaires sont plus libres parce que moins soumis à la contrainte du travail salarié. En dehors d'une minorité bohème sublimant ainsi sa trajectoire sociale, la majorité des victimes du chômage et de la précarisation du travail — y compris les femmes pour quand on s'intéresse à leur point de vue comme quelques rares études sur la condition féminine au chômage le démontrent [Sénotier, Rogerat, 1996: 73-86] — vivent cette situation comme un traumatisme.

A l'opposé du mirage de la «fin du travail» et de la clôture de l'horizon par le retour de l'apologie du travail, une troisième position existe, celle qui défend justement la libération du travail par le dépassement du salariat pour qu'advienne «le royaume de la liberté et le développement des forces humaines comme une fin en soi» (Marx). A l'inverse de ce qui précède, cette position ne suppose pas comme résolu un problème qui ne l'est pas, «*c'est-à-dire supposer qu'il peut avoir un partage harmonieux des activités sans avoir à mettre fin à la prédominance du rapport social conduit par l'accumulation du capital (...)*» [Vincent, 1996: 28]

Dans les points suivants, je développerai une synthèse d'une approche marxiste originale du travail, peu connue dans le monde scientifique anglo-saxon. Je tenterai ensuite d'indiquer comment on peut lire à partir de cette grille de lecture l'actuelle «crise du salariat», puis en quoi consistera une réelle «fin du travail» par l'abolition du salariat.

### **3. Le travail, activité ou rapport social ?**

Dans les débats sur l'avenir du travail qui provoque aujourd'hui, du moins en France, beaucoup de controverses sur, il me semble indispensable d'opérer un retour critique sur l'analyse de cette réalité. L'usage implicite de différentes définitions n'est sans doute pas étranger à la difficulté de clarifier les tenants et les aboutissants de ce débat. Pour ma part, les précisions que j'apporte ici ont pour but d'éviter une interprétations erronées de ce qui a précédé.

Premièrement, le travail n'est pas réductible à l'exercice d'une activité. Cela naturalise le travail et aboutit *in fine* à une définition tautologique : le travail est ce que l'homme fait au travail. Ensuite, la définition du travail comme étant le «travail réel», commençant là où s'arrête la prescription, commençant là où s'exerce la libre volonté des individus, correspond à une compréhension élitiste du travail. Est-ce que seulement les ingénieurs et les concepteurs «travaillent». Est-ce que leur travail consiste dès lors à faire disparaître celui des autres ? Non, cette vision-là du travail est plutôt une transfiguration idéalisée de l'activité artisanale croisée avec le travail intellectuel. La notion de «travail-œuvre» de Hannah Arendt illustre cette définition-là.

Or, en fait, on ne peut pas parler du «travail» en général, il n'existe toujours que d'une certaine façon, sa forme est son contenu et ce contenu est «vide». Quand nous parlons du travail aujourd'hui, cela désigne le travail salarié. Il est intéressant de noter qu'un anthropologue comme Maurice Godelier s'oppose à toute «anthropologisation». L'invention du travail est un fait de la modernité, certaines sociétés n'ont jamais cherché à

majorer leur consommation et leur production ; dans les sociétés pré-capitalistes, la production n'était pas une réalité distincte des autres manifestations de la vie sociale: «*En adoptant le point de vue comparatif, celui de l'anthropologue et historien : sociétés capitalistes et pré-capitalistes, et sociétés capitalistes et post-capitalistes, à chaque fois, le travail, le travailleur, ces catégories changent de contenu, à condition même qu'elles existent*» [Godelier, 1978 : 28].

Dans sa réalité présente, le travail revêt la forme du salariat qui désigne un rapport social. Ce rapport social qu'est la relation salariale n'est pas une relation contractuelle. Le terme de contrat ou de convention est trompeur car le pouvoir partagé est introuvable, la domination et le pouvoir social n'y est pas intégré, il donne l'apparence de la symétrie tandis que l'asymétrie — la captation de surtravail — est justement ce qui le singularise. La forme «contractuelle» (le contrat de travail) est donc indispensable à la relation salariale car elle permet une vente de la force de travail s'effectuant à sa valeur d'échange tandis que l'achat de cette force de travail se fait pour l'usage qui peut en être tirée. Dès lors, la relation salariale est toujours un rapport interindividuel mais ne peut se réduire à celui-ci. Car la valeur d'échange de la force de travail s'établit également par la situation du marché de l'emploi, de l'offre et de la demande de main d'œuvre. Au-delà de la captation du surtravail, le salarié est en situation de concurrence avec d'autres salariés. Dans la relation entre vendeur et acheteur de la force de travail agissent aussi les «absents», notamment le contingent industriel de réserve. Cela renvoie à la dynamique d'ensemble du capital qui s'exprime dans l'existence de classes sociales où les salariés sont libres mais sans propriété, donc contraint de travailler pour autrui.

La compréhension du travail salarié comme rapport social de nature asymétrique distingue également Marx de Ricardo. En effet, la distinction entre la compréhension ricardienne de la valeur-travail et l'analyse de Marx en termes de forme-valeur de travail est importante car elle a rendue visible l'extorsion de plus-value. La distinction opérée par Marx entre travail et force de travail permet de comprendre comment se crée de la valeur. L'introduction de ce concept permet de distinguer la valeur d'échange de cette force de travail de la valeur que celle-ci produit par l'usage qu'en fait l'acheteur, c'est-à-dire le capitaliste. Le travail n'est donc pas une valeur en soi comme le pensait Ricardo, sinon comment créerait-il de la valeur ? Ce que vend le/la salarié(e), c'est l'usage de sa force de travail, qui lui, crée de la valeur. Dans la mesure où l'achat de cette force de travail implique inévitablement une libre disposition de celle-ci (même le syndicaliste est contraint de «bien faire son boulot»), on peut parler de soumission personnelle dans le processus de travail. Il est vrai que la forme de la forme de rémunération, le salaire, efface toute trace de partition du travail entre travail nécessaire et surtravail. Or, la forme de rémunération dissimule non seulement l'extorsion de surtravail (de plus-value), elle montre son contraire puisque le salaire se donne la représentation du «prix» du travail, sorte de valeur du travail.

La relation salariale n'est donc pas une relation marchande, commerciale et l'extorsion de plus-value n'est pas un vol ; elle est à la fois relation économique et politique, à la fois rapport d'exploitation et d'oppression. Dans son livre récent, Dominique Méda tend au contraire à obscurcir le travail en rabattant l'acte de travail sur la dimension économique de cet acte ce qui est cohérent avec sa compréhension de l'état. Or, la reproduction de ce rapport social requière des institutions, l'Etat, qui unissent des agents que le rapport oppose (concurrence intercapitaliste, rapport capital-travail). Dans cette optique, l'Etat n'est pas un agent neutre, une superstructure extérieure au rapport capitaliste de production que l'on pourrait investir mais entretient un rapport organique avec le marché. En garantissant les règles de l'échange marchand comme un échange d'équivalents dans la sphère de circulation, l'état devient le garant de l'échange inégal dans la sphère de production privatisée [Salama, 1979: 224-261]. De plus, d'un rôle de garant, l'état est devenu partie prenante des rapports sociaux de production via leur institution et leur codification, ce qui

s'exprime notamment dans l'existence d'un salaire social, d'un système de formation professionnelle et de négociation institutionnalisé. En définitive, il nous faut parler alors d'un salariat «étatisé» [Rolle, 1996: 103-113].

La critique de Marx de l'économie politique classique (Ricardo et Adam Smith) est souvent méconnue. Pourtant, dans la Critique du Programme de Gotha, Marx explique pourquoi il rejette la «loi d'airain des salaires» de Lassalle ; pourquoi le travail n'est pas la source de toute richesse mais plutôt la nature et la force de travail ; et pourquoi il est illusoire d'exiger un juste prix du travail. Il est vrai que Marx a dans ses œuvres de jeunesse sacrifié aux illusions téléologiques d'un travail comme auto-production de l'homme (Manuscrits de 1844). Or, tout son travail ultérieur consista à se dégager de ce discours téléologique. Selon Jean-Marie Vincent, Marx comprend progressivement que la généralité du travail ne renvoie pas au travail en général ni à l'épanouissement de l'activité humaine mais au contraire à une généralisation d'un rapport social de production où le travail est un moment dans la mise en rapport de la forme-valeur de la technique et la forme-valeur de l'activité pour donner une forme-valeur à des produits devenant marchandises [Vincent, 1977] ce que Marx explique ainsi dans les Fondements de la Critique de l'économie politique : *«Le travail ainsi que le produit ne sont plus la propriété du travailleur particulier et isolé. C'est la négation du travail parcellaire, car le travail est désormais collectif ou associé, tant sous sa forme dynamique que sous sa forme arrêtée ou figée du produit, est posé directement comme étant différent du travail singulier réellement existant. C'est à la fois l'objectivité d'autrui (propriété étrangère) et la subjectivité du capital»* [K.Marx, cité par Jean-Marie Vincent, 1977]. Une totalisation dans et par le travail devient impossible puisque c'est le capital qui totalise et reproduit les relations sociales. Le 'travail' en tant que rapport social se détache de ceux qui le produisent pour se les subordonner et les entraîner dans le mouvement de valorisation. Contrairement à l'interprétation proudhonienne du travail, le travail totalisant de l'artisans ne se décompose pas sous les effets de la division manufacturière du travail, le salarié moderne n'est pas un artisan réduit à des tâches répétitives, son travail concret est remodelé et estampillé par la valorisation. Le travail abstrait désigne ici le caractère social du travail, sous forme de travail mesurable et quantifiable, qui n'apprécie dans le travail concret (individuel) que la capacité de produire de la plus-value et d'élargir le capital. L'oppression nommée par Marx «despotisme de fabrique» doit donc plutôt être comprise comme despotisme du travail abstrait et de la valeur sur les relations sociales.

Tout un courant de pensée trop souvent ignoré a élaboré des analyses opérant ce renversement épistémologique. (Pierre Naville, Jean-Marie Vincent, Pierre Rolle, Gerhard Brandt). Dans cette optique, la subsomption du travail n'est pas seulement soumission au commandement du capital dans le rapport au travail, elle est aussi soumission à des processus abstraits de socialisation qui concernent les opérations sociales produisant le travail abstrait (formation, marché du travail, forme valeur des produits du travail) et la technologie induisant les modes de relation aux milieux techniques, les places dans le procès de travail et les relations aux autres. La subsomption est également plus fondamentalement soumission aux formes de l'échange marchand qui formalisent et estampillent les échanges, la communication et l'agir humain. Par le fétichisme de la marchandise, *«(...) La socialité n'est pas faite que de rapports humains, mais de rapports entre des objectivations animées et les hommes, entre les prolongements techniques des activités humaines et l'agir subordonné des hommes»* (Vincent, 1995 : 77).

Dès lors que l'on ne «localise» plus le travail mais que il est appréhendé comme rapport social, comme relation salariale, l'impasse que représente le projet dualiste de libération «hors» du travail n'en devient que plus apparente. Une libération de la relation salariale, où en d'autres termes, de l'hétéronomie dans les relations humaines, ouvre en revanche une perspective autre, plus concrète car allant à la racine des choses. Avant d'explicitier cette

perspective dans le dernier point de cette contribution, je voudrais revenir sur les évolutions actuelles du travail et de l'emploi.

#### **4. Centralité du travail et domination du travail abstrait.**

**4.1.** Contrairement aux apparences, la situation présente ne se caractérise absolument pas par une non-centralité du travail. La nouveau clivage social ne se situe pas entre les « insiders » disposant d'un emploi et les « outsiders » relégués au chômage. La centralité du travail se mesure en fait dans la montée même du chômage qui n'a rien du non-travail, véritable antithèse du travail ou négativité dialectique, mais tout de son néant, reflet d'une dialectique bloquée, d'une contradiction sans développement [Tosel, 1995: 210]. Avec le chômage de masse, la reconstitution d'une « armée de réserve de main d'œuvre » pèse activement sur l'ensemble sur salariat qui, au-delà des fragmentations, se compose en un continuum de positions, de statuts sur le marché du travail. L'existence de cette « armée de réserve » participe à la dégradation des statuts, de la flexibilité, des conditions de travail et des niveaux de rémunération. Outre les liens intiment qui rattachent le chômage au travail, le travail (salarie) devient toujours plus central, non seulement par l'extension massive du salariat à l'échelle mondiale (indépendamment de sa composition) mais surtout parce qu'il demeure pour le plus grand nombre la forme obligée d'activité pour accéder aux ressources matérielles et immatérielles nécessaires pour vivre dans nos sociétés, et parce qu'il devient de plus en plus la forme de réalisation des activités humaines qu'elle qu'en soit la nature [Freyssenet, 1995 : 235] Dire cela signifie nullement refuser de remettre en cause sa centralité mais rendre compte de ce qui forme la réalité actuelle.

**4.2.** Un bref coup d'oeil sur la situation présente confirme un point de vue qui comprend justement le travail comme étant au cœur de la crise sociale. Résumons quelques lignes de forces qui se dégagent de 20 années de restructurations néolibérales:

- L'existence d'emplois ne permet plus d'atteindre en soi un niveau de revenu au-dessus du seuil de pauvreté (working poors) ; non seulement aux USA mais aussi en France, où un tiers des ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté (11% de la population) disposent d'un revenu provenant d'une activité professionnelle [CREDOC, 1995]. Quand l'exclusion ne coïncide plus avec le chômage, il devient clair qu'elle trouve sa source dans la production.
- Un allongement du temps de travail devient de plus en plus manifeste. Contrairement aux discours optimistes, par la flexibilité, l'aménagement du temps de travail, l'accroissement des heures supplémentaires, l'addition de deux emplois à temps partiel, nous assistons, pour ceux qui travaillant, à un allongement du temps de travail [Bologna, 1996 : 136-198]. Aux Etats-Unis, les recherches de Juliet Schor ont permis d'observer l'accroissement du temps de travail d'environ 170 heures par an (un mois) tandis que 25% des employés travaillent plus que 49 heures par semaines [Schor, 1991: 1-5, 29-32]. En Europe aussi, les temps de travail augmentent dans ces secteurs déréglementés comme les transports de route (moyenne de 70 heures par semaine), les travailleurs indépendants (en 1992, dans l'UE, pour 51% des travailleurs indépendants masculins et 38% des travailleuses, le temps de travail fut égal ou supérieur à 48 heures/semaine), les sous-traitants (les horaires tendent à s'allonger d'autant plus qu'en absence d'action syndicale, l'application des lois devient aléatoire).
- La déréglementation des statuts et des modes de rémunération effrite les solidarités au sein des collectifs de travail. L'explosion des CDD, des statuts précaires et de formes de simple louage de main d'œuvre crée une vaste zone grise entre chômage et emploi stable, cela autant dans le secteur privé que dans les administrations et les services publics encore non privatisés. La montée de la sous-traitance, la mise en concurrence d'unités de production d'une même multinationale, la filialisation, l'externalisation et les entreprises-réseaux participent à l'érosion du droit au travail et à la vente collective de la force de travail.

- Une dégradation des conditions de travail. En France, sans doute parce que la situation est à la fois plus grave et qu'il existe les enquêtes sur les conditions de travail menées par le Ministère du Travail, il s'avère que la proportion de salariés exposés aux contraintes augmente entre 1984 et 1991 : 32,7% subissent la saleté (+1,8%) ; 34,2% le travail dans les courants d'air (+4,9%); 9,4% l'absence ou le mauvais état de sanitaires (+3,4%) ; 27,9% l'impossibilité d'entendre une personne qui leur parle (+1,4%), 36% le risque d'une blessure sur machine (+5,5%) ; 28,5% l'adoption de postures pénibles (+12,4%), 37% l'impossibilité de quitter son travail de ses yeux (+11,2%), 23,4 % interdits de parole au travail (+6,2%) [Volkoff, Gollac, 1996].
- Avec le juste-à-temps et le flux tendu, la modernisation ergonomique, la polyvalence et le *team work*, nous assistons à une incroyable intensification du travail (chasse des temps morts, remplir les « pores » du travail) ainsi qu'à une densification (de plus en plus de tâches différentes à faire par unité de temps). Servir de plus en plus vite, augmenter le nombre de pièces, accélérer les cycles de tâches, variés de surcroît, tout cela correspond à une formidable augmentation d'extorsion de plus-value relative. Même si les effets pervers de la production « allégée » commencent à apparaître – gâchis, erreurs de fabrication, perte d'efficacité par la démotivation et les dysfonctionnements divers – l'effritement des situations sociales de travail continue à mettre les collectifs de travail sur la défensive.
- En tant que salaire socialisé, la protection sociale est au cœur de la tourmente libérale. Les brèches ouvertes dans son financement par les allègements de cotisations patronales, par les mesures d'assainissement des finances publiques, de restrictions et de sélectivité accrue dans les allocations, d'allongement de l'âge de retraite ou encore, de la mise en concurrence par l'ouverture des marchés, participent à une recomposition de la force de travail déterminée par la compétitivité. La concurrence sur le marché du travail se réfracte en partie en une concurrence entre catégories du salaire social (jeunes, vieux, malades, sains, hommes, femmes, ...). Les politiques de formation, d'enseignement sont ajustées aux besoins réduits de main d'œuvre, à la fois par l'austérité budgétaire qui augmente la sélectivité sociale en leur sein et une refonte de leur fonctionnement. Les services publics en général tendent à être intégrés dans la logique marchande, soit par voie de privatisation, soit par une volonté de rentabiliser leurs activités.

Enfin, au lieu d'un effacement, d'une fin du travail, l'évolution des 20 dernières années dessinent une crise du travail et du salariat. Cela se traduit dans la vie des individus par un « retour » du travail, par l'accroissement de la pénibilité, par l'angoisse de perdre son emploi, de ne plus savoir suffire à ses besoins, par l'inquiétude parentale des résultats scolaires de leurs enfants, par les acceptations et les petits compromis de tous les jours indispensables pour garder son emploi. Ce que Pierre Rolle résume très bien en disant que le travail *«tend aujourd'hui à se subordonner toute l'existence de l'individu et à la transformer à son rythme. (...) On peut voir dans ce phénomène une diffusion des contraintes du travail à toute la vie de citoyen, contraintes qui prennent désormais une forme plus universelle»* [Rolle, 1996;33]

## **5. Fin du travail ou abolition du salariat ?**

L'éthique protestante du travail avait pour objet de faire accepter le travail, dans sa pénibilité, par les masses salariées. La sacralisation du travail opérée par le mouvement ouvrier n'a répondu que dans le malentendu, reproduisant trop souvent la mystique de l'autoréalisation ou de l'extériorisation, certes enfermée et bridée par les rapports de production. Avec cette sacralisation du travail, l'idéologie dominante du mouvement ouvrier a finalement fait croire à une libération future du travail basé sur une reconnaissance du rapport salarial. Un rapport salarial condition de l'amélioration de la situation sociale des salariés et objet d'une dispute de la répartition des fruits du progrès. Ainsi, Kautsky estimait que *«le capitalisme a vaincu l'ancienne paresse de l'homme et quand la journée de travail sera raisonnablement réduite, la masse des ouvriers se livrera par pure habitude à un*

*travail régulier. (...) La discipline syndicale qui est assez forte pour arracher l'ouvrier à la fabrique durant les grèves le sera aussi pour l'y maintenir. (...) Enfin, on devra s'efforcer de faire un plaisir du travail; si le travail devient agréable, on s'y rendra gaiement.»* [Kautsky cité par Naville, 1957 : 496].

Or, Pierre Naville le rappelait déjà en 1957, l'antithèse du travail salarié n'est pas le travail amélioré, attrayant, enrichi ou recomposé mais le non-travail, le jeu, la jouissance, la comédie. *«Le non-travail n'est pas pour autant assimilable aux loisirs car ceux-ci comme repos, sommeil, distraction sous sa forme la plus égarée subissent encore le stigmate du travail.»* [Naville, 1957: 488]. Il explique — avant l'avènement de la société de consommation — comment les «loisirs» sont devenus dirigés et productifs de plus-value, de sorte que le «despotisme marchand» s'est emparée de l'ensemble de relations sociales. L'antithèse du travail passe dès lors par la sortie du cadre de valorisation, par l'abolition du salariat. Pour autant, cette antithèse n'est pas assimilable à l'inactivité, c'est au contraire l'activité qui n'a plus de prix, qui comme telle, devient jouissance, *Genuss*, satisfaction des besoins de l'homme. Le non-travail n'est pas non plus assimilables à la paresse et l'oisiveté qui n'existent qu'en fonction du surtravail ; la «jouissance» est à la fois désintéressement par rapport au normes sociales de valorisation et participation directe et intéressée à la société. Il ne s'agit pas d'un rêve moral, d'une fantasmagorie mais d'une possibilité théorique dès lors que la société humaine s'est développée, dès lors que la puissance productive et les besoins nouveaux ont été transformés de telle sorte qu'une réappropriation de l'homme à soi, des hommes entre eux métamorphose aussi les formes sociales du travail. Pour Marx, *«Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail, et, avec elle, l'opposition entre travail intellectuel et travail manuel ; quand le travail ne sera plus seulement un moyen de vivre mais deviendra le premier besoin vital ; quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux : «De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins! »»* [Marx, 1971 (1875): 24]. Pour autant, l'horizon communiste ne l'empêche nullement de penser l'action immédiate : *«Le droit au travail est au sens bourgeois un contresens, un désir vain, pitoyable, mais derrière le droit au travail, il y a le pouvoir sur le capital, derrière le pouvoir sur le capital, l'appropriation des moyens de production, leur subordination à la classe ouvrière associée, c'est-à-dire la suppression du salariat, du capital et de leurs rapports réciproques.»* [Marx, 1955].

La question de la réduction du temps de travail joue un rôle central dans cette perspective. Marx développe dans le chapitre 48 du livre III du *Capital* comment le «royaume de la liberté» ne peut s'épanouir qu'à condition de réduire la journée du travail. Estimant que le «royaume de la liberté» ne peut se développer qu'en se fondant sur l'autre «royaume», celui de la nécessité. Or, celui-ci signifie à ces yeux que «l'homme social, les producteurs associés règlent rationnellement leurs échanges avec la nature, qu'il la contrôlent ensemble au lieu d'être dominés par sa puissance aveugle et qu'ils accomplissent ces échanges en dépensant le minimum de force et dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à la nature humaine». Dépasser le projet dualiste de libération hors du travail sans transformer les relations au travail suppose une véritable dialectique entre nécessité et liberté. Cette dialectique est entravée par le mode de production capitaliste, car le capital est une véritable contradiction en procès. Il pousse à la fois à la réduction du temps de travail et pose d'autre part le temps de travail comme seule source et seule mesure de la richesse. Il diminue donc le temps de travail sous sa forme nécessaire pour l'accroître sous sa forme de surtravail. Il crée ainsi une masse de surnuméraires à côté d'un noyau contraint de produire toujours plus de survaleur.

## 6. Conclusion

En guise de conclusion, je prends comme point de départ la position que défend Gorz contre la sanctification du travail : « (...) *L'utopie du travail ne peut être maintenu qu'à condition de nier à une masse croissante d'inemployés et de marginaux les privilèges d'une élite au travail, détruisant de cette manière les fondements mêmes de la solidarité nécessaires à l'émancipation des travailleurs.* » [Gorz, 1996:121]. Or, cet argument ne peut être validé qu'à partir d'une analyse réductionniste du système social et du travail. D'un point de vue élargi, reconnaître le caractère actuellement dominant du travail dans la vie sociale et de la relation salariale n'implique pas automatiquement qu'il en sera toujours ainsi. La réduction forte du temps de travail et l'abolition du rapport salarial — par l'extinction du marché du travail qui alimente la concurrence pour l'obtention d'emplois ainsi que par l'extinction des normes de valorisation agissant les activités sociales — ne participe pas à l'utopie du travail mais décentre celui-ci en ouvrant la possibilité de participer pleinement et librement à toutes les activités sociales, et dont le travail fait partie. Un tel point de vue est irrecevable pour Gorz et Méda car ils estiment que ce type de relation au travail n'est compatible qu'avec le «travail-œuvre» qui justement disparaît dans les tâches dématérialisées, spécialisées de manière fonctionnelle dans la sphère macro-sociale. Or, le fait est que les nouvelles technologies et agencements de production rendent la circulation dans le *process* de production possible (polyvalence), tout comme la recomposition de tâches d'exécution et d'élaboration. Avec l'émergence d'un « *general intellect* », sorte de réflexivité et d'intelligence collective de l'organisation du travail, l'extinction de la division sociale du travail devient possible (distincte de la division technique du travail) Même si ces nouvelles formes de travail demeurent partielles, minoritaires ; même si ce «general intellect » est bridé par la valorisation et la recherche de profit ; même si le pouvoir social des collectifs de travail est absorbé dans le processus de production , ce processus devient de plus en plus sensible à la coopération et la motivation, qui justement rentrent en conflit avec le rapport social antagoniste présent dans le travail et la concurrence intercapitaliste. En cohérence avec une naturalisation de l'hétéronomie et du marché, comme André Gorz le fait — «*Il n'y a pas d'autre science de gestion, il n'y a pas d'autre rationalité micro-économique que capitaliste* » [Gorz, 1991] — il ne peut y avoir d'autre solution, d'autre issue qu'une libération du travail en dehors du travail.

Or, tant les évolutions sociales contemporaines qu'une compréhension cohérente du travail en tant que rapport social expriment la nécessité d'un projet d'émancipation humaine qui aborde les questions du travail et de la relation salariale. Éviter de répondre à ces questions laissera inévitablement un tel projet désarmé face à la logique omniprésente du capital. Le rapport réflexif et critique actuel envers le travail tout comme les aspirations à l'autoréalisation, «dans » ou «en dehors » du travail, offrent justement la possibilité d'être connecté avec un tel projet de transformation sociale. La lutte pour l'abolition du chômage peut alors rejoindre une lutte pour la transformation des relations au travail et transformer celle-ci en mouvement d'abolition pratique du salariat.

A l'inverse, dans la mesure où les prophéties sur la fin du travail font l'économie d'une rupture avec la logique capitaliste, qu'elles suggèrent avec le chômage de masse l'émergence d'une autre société, elles finissent par accompagner la restructuration du système capitaliste sans proposer d'issue réelle.

## Bibliographie

- BOISSONAT, J. (1995), *Le travail dans vingt ans*, Paris, O. Jacob.
- BOLOGNA, S. (1996), «Allongement du temps de travail dans le postfordisme». In *Futur Antérieur* 1996, 35-36.
- BOWRING, F. (1996), «How Gorz in misread», in *New Left Review* 217, London.
- BRANDT, G. (1990), *Arbeit, Technik und Gesellschaftliche Entwicklung*, Frankfurt/Main.
- BRETON, T. (1991), *La dimension invisible. Le défi du temps et de l'information*, Paris, O.Jacob.
- CASTEL, R. (1995), *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Fayard, Paris.
- CHARLIER J.M. ET AL. (1995), *Effets d'une réduction du temps de travail sur le temps libre et la vie familiale*. Fondation Roi Baudoin.
- CJD - Centre des Jeunes Dirigeants (1994), «L'illusion du plein emploi», in *Futuribles* n° 183.
- CLOT Y. [1995], *Le travail sans l'homme ? Pour une psychologie des milieux de travail et de vie*, La Découverte, Paris.
- COURTS-SALIES P. (1995), *La liberté du travail*. Syllepse, Paris.
- CREDOC (1995) Centre de Recherches et de Documentation sur les Coûts, Rapport 1995.
- DEJOURS CH. (1992), *Travail et usure mentale*. Bayard, Paris.
- DEJOURS CH. (1995), «Le travail entre subjectivité et rapports sociaux», in P. COURTS-SALIES (1995).
- ELCHARDUS M. & GLORIEUX I. ( 1995), *Niet aan de arbeid voorbij*, VUBPress, Brussel.
- FREYSSINET M. (1995), «Historicité et centralité du travail» , in *Actuel Marx*, La Crise du travail, PUF, Paris.
- GLORIEUX I. (1995), *Arbeid als zingeving*, VUBPress, Brussel
- GODELIER, M. (1978), «Travail et travailleur : perspectives anthropologiques et historiques, problèmes actuels» in *Que va devenir le travail ?* Société Française de psychologie du travail, 1978, pp. 29-40.
- GOLLAC, M. , VINCK, L., AQUAIN, V. (1994), «L'usage des nouvelles technologies continue de s'étendre», *Premières Synthèses*, DARES n°49.
- GOLLAC, M. (1990), *La modernisation à deux vitesses*, Données Sociales INSEE, p.116-119.
- GORZ, A. (1980), *Adieu au prolétariat*, Galilée, Paris.
- GORZ, A. (1988), *Métamorphoses du travail : quête de sens*, Galilée, Paris .
- GORZ, A. (1993), *Capitalisme, socialisme, ecologie*, Galilée, Paris.
- GORZ, A. (1995), «Revenu Minimum et citoyenneté», in *Données & Arguments T2*, Agir Ensemble contre le Chômage.
- HIRATA, H & SENOTIER, D. (1996), *Femmes et partage du travail*, Syros, Paris.
- IRIS-CNRS (1994), *7000 salarié(e)s s'expriment sur la réduction du temps de travail*. Rapport final d'enquête.
- LALIVE D'EPINAY Ch. (1992) « Vom ethos der Arbeit zum Ethos der Selbstverwirklichung», in ZOLL, R. (hrsg.), *Ein Neues Kulturelles Modell*, Westdeutscher Verlag.



- MARX, K., *Fondements de la Critique de l'Economie Politique* (Grundrisse).
- MARX, K. (1955), *Les luttes de la classes en France (1848-1850)*, Oeuvres choisies, tome 1 Editions du progrès.
- MARX, K. (1971) [1875], *Critique du Programme de Gotha*, Spartacus, Paris.
- MARX, K. (1978), *Salaires, prix et profit*, éditions du Progrès, Moscou.
- MARX, K. (1980), *Le Capital*, Ed. Pleiade, Paris.
- MÉDA, D. (1995), *Le travail. Une valeur en voie de disparition*, Aubier, Paris.
- MEIKSINS-WOOD E. (1985), « The separation of the economic and politic in capitalism ». In *New Left Review*.
- MINC, A. (1992), *L'après crise est commencée*, Paris, Gallimard.
- NAVILLE, P. (1957), *De l'aliénation à la jouissance, la genèse de la sociologie du travail chez Marx et Engeles*, Anthropos, Paris.
- NAVILLE, P. (1963), *Vers l'automatisme social ?*, Gallimard, Paris.
- NICOLAS-LE-STRAT P. (1996), «Travail et constitution de sens. A propos de Gorz», in *FUTUR ANTÉRIEUR* 1996, 35-36.
- OFFE, C. (1985), *Disorganised Capitalism: Contemporary transformations of Work and Politics*. Cambridge, Polity Press.
- PENN R. (1990), *Class, Power and Technology. Skilled workers in Britain and America*, Cambridge, Polity Press.
- RIFKIN, J. (1996), *La fin du travail*, La Découverte, Paris. (titre original : The end of work : The decline of the Global Labor Force and and the Dawn of the Post-Market Era.).
- ROLLE, P. (1996), *Où va le salariat ?*, cahiers libres Page 2, Fondation Marcel Liebman.
- ROBIN, J. (1995), *Quand le travail quitte la société postindustrielle*, GRIT.
- ROGERAT, CH. & SENOTIER, D. (1996), «De l'usage du temps de chômag», in HIRATA & SENOTIER (1996).
- SALAMA P. (1979) « Etat et capital. L'Etat capitaliste comme abstraction réelle », in *Revue CRITIQUE DE L'ECONOMIE POLITIQUE* n° 7-8, avril-septembre.
- SAMUEL, N. (1983), «Loisirs, valeurs et structure symbolique des temps sociaux», in *Loisir et société*, 5-2, p.321-338
- SCHOR, J.B. (1991), *The overworked American*.
- SUE, R. (1994), *Temps et ordre social*, Paris, PUF.
- TOSEL, A., (1995), «Centralité et non-centralité du travail, ou la passion des hommes superflus,» in *Actuel Marx*, La crise du travail.PUF, Paris.
- VAN PARIJS, PH. (1993), *Arguing for Basic Income*, London, Verso.
- VAN PARIJS, PH. (1994), « L'allocation universelle », *Revue M* n°67-68. Paris.
- VINCENT J.M. (1987), *Critique du travail. Le faire et l'agir*, PUF, Paris.
- VINCENT J.M. (1995), «La légende du travail», in P. COURTS-SALIES (1995)
- VINCENT J.M. (1996), «La déstabilisation du travail», in *FUTUR ANTÉRIEUR* 35-36, 1996.
- VOLKOFF, S. & GOLLAC, M. (1996), « Citius, Altius, Fortius. L'intensification du travail », in *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, septembre 1996.
- ZARIFIAN PH. (1996), «La notion de "temps libre" et les rapports sociaux de sexe dans le débat sur la réduction du temps de travail » in H. HIRATA & D. SENOTIER (1996).

- ZOLL, R. (Hrsg.), BRAUER, H. & SPRINGHORN-SCHMIDT, M. (1991) *Arbeitslose und Gewerkschaft. Untersuchung einer schwierigen Beziehung*. HBS Forschung.
- ZOLL, R. (1993), *Alltagssolidarität und Individualismus. Zum soziokulturellen Wandel*, Frankfurt, Suhrkamp Verlag.
- ZOLL, R. [hrsg] (1992), *Ein Neues Kulturelles Modell*, Westdeutscher Verlag.